



"Travailleurs de tous les pays, unissons-nous !"
Karl Marx

PSA Peugeot-Citroën Trémery

Metz, le 14 novembre 2016

Trump président : Wall Street reconnaît un des siens

Les élections américaines sont d'abord la défaite de Clinton et des Démocrates. Ici, on nous a répété que les États-Unis avaient résorbé le chômage. En réalité, la désindustrialisation et la paupérisation y font des ravages, depuis la crise de 2008 en particulier. Des millions de familles ont perdu leur logement et vivent parfois dans des mobil-homes. Malgré les statistiques, le chômage continue de sévir. Ceux qui trouvent du travail doivent cumuler des emplois précaires, à temps partiel, payés six ou sept euros de l'heure, pour tenter de joindre les deux bouts, souvent sans y parvenir.

En 2008, on nous expliquait qu'avec Obama le sort des Noirs allait changer, mettant fin aux discriminations héritées de l'esclavage et de la ségrégation. Aujourd'hui, ils doivent se mobiliser pour ne plus être tués par des policiers aux préjugés tenaces et à la gâchette facile.

L'Amérique fonctionne très bien pour ses riches, mais pas pour ses classes populaires. Clinton était la candidate du statu quo. C'est une amie des riches et des banquiers depuis toujours, et c'est notamment pour cela qu'elle a été rejetée par une partie de sa propre base.

Trump n'est élu que par un quart de l'électorat, avec 600 000 voix de moins que la perdante, en vertu du système électoral aux États-Unis. Et on nous présente ce pays comme une grande démocratie !

Au-delà de la droite conservatrice voire bigote, Trump a rallié une partie des travailleurs en colère. Ils ont donc voté contre leurs intérêts. Ce capitaliste cupide et sans scrupules a gagné ses milliards sur la sueur de ses milliers de salariés. En votant pour lui, certains ont pensé rejeter le système. Trump était certes extérieur au système politique américain. Mais pas au système capitaliste, bien au contraire ! Autrement dit, il représentait une fausse alternance.

Cette élection n'a rien d'un séisme. Comme tous les démagogues, ce que Trump fera au pouvoir n'aura que peu à voir avec ce qu'il a dit en campagne. Il n'est pas encore à la Maison Blanche qu'il change déjà de discours.

Il a promis de doubler la croissance, de créer 25 millions d'emplois en dix ans, de réparer les infrastructures délabrées, de construire des hôpitaux...

tout en baissant les impôts. Quels mensonges ! Comme tous les politiciens, Trump fera la politique qu'exige la grande bourgeoisie américaine. Il promet de faire revenir les emplois délocalisés en Chine ou au Mexique. Mais Ford n'a nulle intention de déménager ses usines du Mexique vers le Michigan, ni Apple de faire fabriquer dans l'Ohio les iPhone qu'elle produit en Chine ! En reprenant ses affaires comme à l'ordinaire, Wall Street a d'ailleurs reconnu en Trump l'un des siens.

En France, tous les politiciens tirent de l'élection américaine les conclusions qui les arrangent. Si la victoire de Trump a déçu les dirigeants de la droite, du PS, et les grands médias, c'est parce qu'ils avaient une solidarité de classe avec la favorite du grand capital. Hollande, Valls et le PS crient à la catastrophe afin d'effaroucher l'électorat de gauche et de rassembler derrière eux ; il faut vraiment qu'ils soient à court d'arguments !

Le Pen, qui dénonce régulièrement les banquiers et les élites, a salué la victoire du patron de combat, du multimilliardaire qui ne paye pas d'impôts. Comme lui, Le Pen est une héritière, une bourgeoise réactionnaire, qui ne parle du peuple que pour être élue.

Trump est un démagogue misogyne et raciste. Il veut nommer des juges qui remettront en cause le droit à l'avortement. Il veut expulser des millions d'immigrés. Sa victoire peut renforcer les divisions parmi les travailleurs. Ceux-ci, les Noirs, les immigrés et les femmes en particulier, vont-ils être attaqués dans les mois et les années à venir ? Assurément, et ce n'est pas nouveau ! Le locataire de la Maison Blanche n'a jamais été de leur côté. En même temps, le camp des travailleurs n'était pas représenté dans cette élection. La défaite de Clinton n'est pas celle du monde du travail. Celui-ci devra se faire entendre sur son propre terrain, celui de la lutte de classe.

Par le passé, les travailleurs des États-Unis se sont battus avec force, sous des présidents aussi réactionnaires que Johnson et Nixon à l'époque de la révolte des Noirs et de la guerre du Vietnam, ou que Reagan dans les années 1980. Alors, aujourd'hui comme hier, aux États-Unis comme en France, comptons sur les luttes collectives des travailleurs pour résister à l'offensive du capital.

Mieux vaut prévenir que courir

À l'occasion de la semaine du handicap, la direction a fait afficher dans les vestiaires une annonce incitant à se faire reconnaître travailleur handicapé.

C'est bien. Mais ce qui serait encore mieux, ce serait d'organiser des conditions de travail qui nous éviteraient de nous abîmer la santé au boulot. Et on est loin du compte.

Économies de bouts de chandelle

Au 430, comme on se plaignait du froid dans l'atelier, la maîtrise a fait installer des bâches entre le Montage et les zones de Logistique. Mais ces bâches ne sont que du plastique d'emballage et ne font que 2 mètres de haut.

C'est sûr que pour ceux qui ne pensent qu'à faire des économies sur notre dos, c'est beaucoup moins cher que de chauffer correctement les bâtiments...

Lâchez-nous les baskets !

De plus en plus de métiers sont déclarés « en tension », traduire, on ne laisse plus partir les anciens.

Pas étonnant avec tous les emplois qui ont été supprimés dans les ateliers.

Une seule solution : embaucher massivement en CDI et laisser partir les anciens. Pas compliqué, mais ce n'est vraiment pas l'optique de la direction qui n'a qu'un seul but : précariser, sous-traiter... pour faire plus de fric.

PSA... P comme Pogon

La direction a prévu de réduire la production de 2 millions de moteurs à 1,5 million en 2019. Cela avec la production des mécaniques proches des usines de montage à Trnava et Kenitra.

PSA a construit Trémery en Lorraine pour bénéficier des aides offertes dans le cadre de la reconversion de la sidérurgie. PSA s'est fait de l'argent sur les fonds publics. Maintenant il veut s'en faire en allant produire dans des pays où les salaires sont plus bas... en nous transformant en chômeurs.

Aucune raison de l'accepter.

Y'a du pognon

Après avoir revendu 75% du capital de GEFCO aux chemins de fer russes, PSA a repassé un contrat de 8 milliards d'euros pour confier à son ancienne filiale la logistique au niveau mondial.

Les milliards volent au-dessus de nos têtes. Il va falloir qu'on les fasse atterrir un jour ou l'autre dans nos poches.

On n'est pas des gymnastes

Il faut être « agiles », tel est le leitmotiv de la direction qui ne parle plus de flexibilité mais d'agilité à toutes les sauces.

Le vocabulaire change, la réalité demeure : nous rendre toujours plus dépendant du bon vouloir de la direction dont le porte-monnaie pour augmenter les salaires ou embaucher est tout sauf flexible.

Va falloir être « agiles » pour faire grève afin d'augmenter nos salaires et sauver les emplois.

Y'a-t-il un pilote dans l'avion ?

Et ça continue : encore des CE pour modifier les plans de travail. On vient, on vient pas, on reste, on reste pas... ce n'est plus de l'agilité, mais de l'agitation. Bref, c'est le « bordel » un mot qui commence par B... comme Business.

Varin amnésique

Le président du Cercle de l'industrie, qui regroupe 35 grands groupes du secteur privé comme du public, vient de déclarer au Figaro : « *une France sans usines serait une catastrophe* ».

Le hic, c'est qu'il s'agit de Philippe Varin qui a fermé l'usine Peugeot d'Aulnay et jeté à la rue des milliers de travailleurs quand il présidait le groupe PSA. Il y a ce qu'on dit et ce qu'on a fait...

Les soutiers de la sécurité

Mercredi 2 novembre, des débrayages d'agents de sécurité ont eu lieu dans les grandes villes du pays, pour dénoncer la surcharge de travail et les bas salaires.

Depuis les attentats, les donneurs d'ordre et les patrons du secteur ont multiplié les tâches à effectuer pour ces salariés : augmentation des fouilles, vérifications des bagages en plus, rondes plus longues et plus nombreuses... et tout cela, pour un salaire dépassant rarement le Smic. De quoi montrer son ras-le-bol.

Augmentation des salaires... des PDG !

Les rémunérations des patrons des 120 plus grandes entreprises françaises ont augmenté de 20 %. Ils touchent en moyenne 3,5 millions d'euros par an, un record. Le patron de Sanofi, arrive en tête avec plus de 16,8 millions d'euros, ce que gagnent 800 smicards en un an. Et si ces PDG gagnent autant, c'est qu'ils font gagner bien plus à leurs actionnaires.

Dans le même temps, les salaires des travailleurs, ceux qui font tourner l'économie et créent toutes les richesses, reculent. Imposer une augmentation des salaires est une urgence.